



Madame la DASEN,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

La mobilisation du 26 janvier dans l'Éducation, avec un personnel sur 3 en grève et des manifestations nombreuses, est importante au vu du contexte pandémique et révèle l'exaspération des personnels de l'Éducation Nationale, quoi qu'en pense le Ministre.

Politique éducative aggravant les inégalités, décentralisation des infirmières scolaires, conditions de travail dégradées, revalorisation salariale quasiment inexistante sont dénoncées par les personnels. Le compte rendu des ateliers du Grenelle publié le 25 janvier conforte sans surprise les orientations du ministre qui vont à rebours d'une conception du métier enseignant permettant la démocratisation du système éducatif. C'est le retour de la rémunération au mérite, des modifications des obligations réglementaires de service et des missions, du projet de statut pour la direction d'école, de contrôle des personnels...

Certaines propositions (les spots publicitaires par exemple) relèvent surtout d'artifices de communication en décalage complet avec les attentes de la profession. Enfin le vocabulaire managérial irrigue une bonne partie de ces comptes-rendu, comme un révélateur, un de plus, des projets ministériels pour nos métiers. Tout y passe pour redessiner le métier d'enseignant du XXI siècle.

Situation sanitaire

Jusqu'à quand ce ministre tentera-t-il de ripoliner la vérité contre vents et marées ? Le virus du COVID est bien présent dans les écoles et sa circulation s'accélère particulièrement en ce moment. Plutôt que de nier, comme il le fait depuis des mois ou de tenter d'étouffer tout feu médiatique, notre ministre serait bien inspiré de regarder la réalité sanitaire dans les yeux. L'enjeu, pour le SNUipp-FSU de l'Ain, c'est de maintenir l'ouverture des écoles, seule solution à même de ne pas creuser davantage les inégalités scolaires, de permettre aux élèves de poursuivre les apprentissages collectifs et de maintenir un lien entre eux. Mais cela ne peut être rendu possible que si la sécurité dans les établissements scolaires est garantie au quotidien et qu'elle s'accompagne d'une priorité nationale en ce sens. Aujourd'hui, la multiplication du nombre de cas positifs chez les élèves, chez les personnels de l'Éducation nationale comme ceux des collectivités, nous questionne sur les moyens mis en place pour à la fois endiguer l'épidémie et protéger celles et ceux, élèves et adultes, qui travaillent dans les écoles. Pour le SNUipp-FSU, elles ne sont pas suffisantes et doivent s'accompagner d'autres mesures comme :

- Un accès prioritaire à la vaccination pour les personnels de l'Éducation nationale qui le souhaitent,
- Une campagne massive de tests PCR dans les écoles, de façon à isoler rapidement les cas positifs et endiguer les chaînes de contaminations.
- Des consignes relatives à l'isolement des cas contacts conformes à celles qui sont données par les ARS.
- Une harmonisation de la règle de fermeture des écoles en cas de clusters.
- La mise à disposition de masques "inclusifs" pour les enseignants et les AESH de maternelle, d'ULIS, d'UPE2A et personnels de RASED.

C'est à ces conditions que nous pourrions maintenir les écoles ouvertes, sans risque pour celles et ceux qui les fréquentent.

Nous rappelons que la santé des élèves et des personnels est un enjeu fort de santé publique car elle concerne des millions de personnes susceptibles, si rien n'est engagé pour l'éviter, de propager très rapidement le virus à l'ensemble de la société. Avec plus de 100 000 élèves contaminés depuis le mois de septembre, selon le décompte parcellaire du ministère, ce sont des mesures fortes qui sont attendues aujourd'hui par le SNUipp-FSU. **Nous demandons qu'un point sur le nombre de cas avérés chez les élèves et les enseignants, le nombre d'écoles fermées en ce moment et depuis le début de l'année dans l'Ain soit établi dans ce CTSD.**

La gestion de cette crise met en lumière toute l'improvisation des mesures ministérielles.

La mobilisation des personnels ce 26 janvier avait notamment pour objectif de le dénoncer. C'est un véritable plan d'urgence pour le service public d'éducation qui est nécessaire, avec une autre politique éducative, la revalorisation de l'ensemble des métiers et professions et avec des moyens à la hauteur des besoins pour une école au service de la réussite de tous les élèves.

Car les besoins sont nombreux et l'Ain ne fait pas figure d'exception ! En atteste les difficultés de remplacement malgré le retour de nombreux personnels à 100% en cette période. A chaque non remplacement, les élèves sont répartis dans les autres classes des écoles malgré la limitation du brassage prévue dans un protocole sanitaire difficilement applicable.

Le nombre de journées non remplacées explose. Faut-il rappeler les intentions ministérielles louables de faire de l'école primaire sa priorité et de maintenir les écoles ouvertes dans le contexte sanitaire actuel ?

Tout cela ne peut se décréter sans moyens supplémentaires, à la hauteur des besoins !

La France compte plus d'élèves par classe en moyenne que bon nombre de ses voisins européens, et pays de l'OCDE (22,2 élèves en France contre 21 pour les pays de l'OCDE).

Pourtant tout le monde s'accorde à dire que les effectifs des classes constituent un levier déterminant pour lutter contre l'échec scolaire. Et si au niveau international le classement français n'est pas glorieux, au niveau national, notre académie est à la 28e position sur 32 par rapport au nombre de professeurs-des-écoles pour **100 élèves P/E, qu'en est-il plus précisément du département de l'Ain ?**

Scolarisation des 2 ans : encore un recul !

La précédente rentrée scolaire a été marquée par la fin de la Zone Spécifique, qui constituait "une particularité" de notre département. Faut-il rappeler que certains départements ont encore des PDMQDC, d'autres des brigades "TR de maîtres supplémentaires" ou encore des indicateurs particuliers pour certains types d'écoles en zone rurale ? Ces différences sont à souligner car elles révèlent une approche intelligente et fine des singularités propres à chaque territoire.

Ainsi, avec la fin de la ZS dans l'Ain, plusieurs écoles, sous couvert d'équité territoriale, ont vu grossir leurs effectifs par classe malgré leur contexte spécifique. La scolarisation des 2 ans qui était jusque-là encouragée par une prise en compte dans les effectifs de l'école, est totalement remise en question. Pourtant dans ces écoles ex-ZS, la scolarisation des 2 ans était nécessaire pour certains publics éloignés de la culture scolaire et de la langue française.

Le SNUipp-FSU de l'Ain appelle à la vigilance et demande une considération toute particulière pour ces écoles qui seraient menacées par une fermeture de classe.

La maternelle attaquée

La maternelle est la cible actuelle du ministre. Alors qu'il déclarait à son arrivée en 2017, main sur le cœur, qu'il ne toucherait pas aux programmes, il s'est empressé de tout remanier, à chaque niveau. Il restait un bastion de pédagoges à attaquer : les programmes de maternelle ! Il est impensable pour notre ministre-communicant de ne pas changer des programmes qui font pourtant consensus entre le terrain et la recherche depuis 2015. Comme à chaque fois, il avance masqué, cette fois à travers le CSP. Dans une note enfonçant des portes ouvertes et démontrant une profonde méconnaissance de ce qu'est l'enseignement à cette tranche d'âge, le CSP prépare la caporalisation de la maternelle dans la droite ligne de ce qui se fait en élémentaire : évaluations et catégorisation dès le plus jeune âge. C'est le sens de l'enquête de la DEPP qui est menée actuellement auprès de 35 000 élèves de 3 ans pour savoir si les élèves "répondent mal à l'adulte", "sont agités", "rangent n'importe comment" ou bien encore "coupent la parole". Ces primo-délinquants seront marqués et blessés tout au long de leur scolarité par le ministère de la confiance. Cette pseudo enquête scientifique est un signe de plus de la dangerosité de ce ministre pour notre école. C'est pour dénoncer ces graves dérives de notre métier que nous étions en grève ce 26 janvier.

Les évaluations au service de la communication du ministre

Dans la même veine, les évaluations standardisées sont présentées comme de formidables outils de positionnement. Des tableaux remplis de beaux graphiques circulent et prétendent donner une caution scientifique à l'analyse des besoins d'apprentissage des élèves, de formation des enseignants et de pilotage des écoles et personnels pour les cadres. Nous avons expliqué à plusieurs reprises avec la recherche les travers de ces évaluations : de la conception des exercices aux manipulations sur le calibrage des seuils de réussite, tout

démontre que ces outils ne sont au service ni des élèves, ni des enseignants. La profession n'adhère pas, la recherche non plus. Mais Jean-Michel Blanquer l'impose par la pression. Puisqu'il ne fait pas autorité, il fait de l'autoritarisme, c'est sa marque de fabrique. Même des cadres de l'éducation nationale, dans une tribune en mai dernier, dénoncent sa volonté de mise au pas de tous les personnels, sa politique réactionnaire et ses dérives vers un système éducatif détourné de ses fondements républicains et de ses valeurs. C'est pour dénoncer ce profond manque de respect et ces détournements incessants que nous étions en grève ce 26 janvier.

Les RASED : les grands oubliés de la priorité

Dans notre département, beaucoup d'écoles sont victimes de leur isolement géographique et ne reçoivent pas l'aide suffisante du RASED malgré des besoins bien présents. Alors que le nombre d'élèves en difficulté s'est accru à cette rentrée suite à la crise sanitaire, le gouvernement n'a rien prévu dans son plan d'urgence pour l'école : pas rentable ! Il n'est pourtant plus à démontrer que l'Éducation est un investissement hyper-rentable pour une société, notre président-inspecteur des finances devrait le savoir. Pour l'éducation, les RASED font partie des leviers indispensables à prioriser. Parce que l'enseignant de la classe ne peut pas tout, parce que la formation exclusive aux fondamentaux ne résout rien et parce qu'il est inacceptable de continuer de laisser des élèves au bord du chemin par manque de moyens. 20% des élèves sont en difficulté dès le CP. Si on veut s'attaquer à la difficulté scolaire, il faut le faire au plus tôt, en maternelle, par une solide formation des enseignants et des RASED complets, nombreux et formés. Nous ne percevons aucune priorité au primaire sur ce point. C'est aussi pour cela que nous étions en grève le 26 janvier.

Les maîtres G : un besoin essentiel

Combien de maîtres G y-a-il dans l'Ain ?

Quand de grosses difficultés comportementales se font jour chez certains élèves, les enseignants se retrouvent bien seuls à gérer. On leur envoie donc quelqu'un pour observer (parce qu'ils pourraient ne pas être objectifs dans leurs observations) et les conseiller. Puis, lorsque le problème persiste, sans solution véritable pour y remédier, on remet en question leur pédagogie car on ne peut laisser penser un instant que l'origine de la difficulté puisse résulter d'un manque de moyens en rééducateurs. Quelle solution ont donc les collègues concernés ? Se battre pour leurs élèves, qu'ils souhaitent avant tout aider, ou bien se résigner face à un système qui nie même la parole des professionnels. C'est ce sentiment de mépris, quand la réponse attendue est une accusation cachée, qui crée de la souffrance chez certains de nos collègues. Souffrance de ne pouvoir réaliser sa mission de réussite de tous, souffrance de se sentir esseulé.e dans ce combat contre la difficulté scolaire. C'est contre ce système qui nie l'ampleur des besoins en rééducateurs que nous étions en grève le 26 janvier.

Aucune revalorisation pour 69% des enseignants

Pour terminer, nous rappelons qu'à toutes ces attaques contre l'école s'ajoute le mépris salarial continu. Les 400 millions de revalorisation promis sont infinitésimaux au regard des quasi 10 ans de gel du point d'indice et de déclasserement salarial, rappelons aussi que 69% des enseignants exclus de la maigre revalorisation annoncée ne verront pas la couleur. Quant à la prime d'équipement de 150€, elle n'a pas été versée comme promise en janvier. Il faudra également que le ministre nous explique ce qu'on va pouvoir acheter comme matériel informatique avec ce montant. Nous rappelons combien notre pouvoir d'achat s'est érodé ces deux dernières décennies, combien nous continuons d'utiliser nos propres moyens pour travailler et combien l'attractivité du métier s'érode. Nous étions en grève le 26 janvier pour dénoncer ce mépris salarial qui ne touche pas toutes les couches de travailleurs dans notre ministère. Nous étions en grève également pour dire qu'une autre orientation pour l'école est possible. Une école du respect des personnels et de leur métier, du respect des élèves en difficulté, de la priorisation des services publics. Une école sortie de l'idéologie méprisante et clivante d'un ministre. Une école tournée vers la réussite de tous dans le respect des différences de chacun. A l'exact opposé du projet du ministre, une école émancipatrice portée par les personnels et le SNUipp-FSU.